



Numéro PPQ/

jeudi 22 juin 2017

Les grands titres:

- En Ouganda, le chef de l'ONU rencontre des réfugiés et remercie les communautés d'accueil pour leur générosité
- Iraq : l'UNESCO déplore la mort de deux journalistes et la destruction d'une mosquée emblématique à Mossoul
- Trafic de drogue dans le monde : un marché toujours plus florissant, selon l'ONU
- De nombreuses organisations humanitaires incapables de gérer les risques liés à une zone de guerre, selon un rapport
- Soudan du Sud : l'ONU réclame une réelle volonté des acteurs clés à mettre fin au conflit
- Le HCR se félicite de l'admission de Syriens par le Maroc
- A Cannes, la chef d'ONU-Femmes appelle à éliminer les stéréotypes sexistes dans la publicité
- Syrie : l'aide du PAM arrive par voie terrestre dans une ville assiégée pour la première fois depuis décembre 2015

En Ouganda, le chef de l'ONU rencontre des réfugiés et remercie les communautés d'accueil pour leur générosité



Le Secrétaire général António Guterres au camp d'Imvepi, en Ouganda. Photo ONU/Mark Garten

22 juin - Le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a visité jeudi le camp d'Imvepi dans le nord de l'Ouganda, où il a rencontré des réfugiés sud-soudanais et des représentants des autorités locales, l'occasion pour lui de remercier les communautés d'accueil pour leur générosité.

« Ce que nous avons tous vu, c'est la démonstration de la générosité extraordinaire de la population et du gouvernement de l'Ouganda, qui ont reçu près de 1 million de réfugiés sud-soudanais comme des frères et des sœurs et qui ont partagé avec eux leurs terres et tout ce qu'ils ont », a déclaré M. Guterres lors d'un point de presse.

« Dans un monde où tant de personnes ferment leurs portes de manière égoïste, ferment leurs frontières, ne laissent pas les réfugiés venir, cet exemple mérite l'éloge et l'admiration de toute la communauté internationale », a-t-il ajouté.

Le chef de l'ONU a encouragé la communauté internationale à faire preuve de générosité.

Confronté à une crise de réfugiés croissante, l'Ouganda accueille jeudi et vendredi dans sa capitale Kampala un 'Sommet de la solidarité' avec le soutien des Nations Unies, pour mobiliser l'aide internationale aux réfugiés et aux communautés d'accueil sous formes de dons, d'investissements et de programmes innovants.

Ce sommet intervient alors que l'ONU estime qu'en un an, en grande partie en raison de l'afflux de personnes fuyant la violence et l'instabilité au Soudan du Sud, la population de réfugiés en Ouganda a plus que doublé, passant de 500.000 à plus de 1,25 million.

Une trentaine de chefs d'Etats et de bailleurs de fonds internationaux sont attendus à ce sommet, co-présidé par le Président



ougandais Yoweri Museveni et le Secrétaire général de l'ONU et qui espère récolter 2 milliards de dollars pour répondre aux besoins humanitaires des réfugiés et des communautés d'accueil pour les quatre prochaines années.

« Demain, la communauté internationale aura l'opportunité d'exprimer sa solidarité aux réfugiés et au peuple et au gouvernement de l'Ouganda, en réponse à notre appel à un soutien financier massif, à la fois pour l'aide humanitaire pour les réfugiés mais aussi pour les investissements nécessaires dans le système éducatif, le système de santé, les infrastructures, et l'environnement, afin de pouvoir faire face à cet énorme défi », a dit M. Guterres.

Plus tôt dans la journée jeudi, le chef de l'ONU a rencontré le Président Museveni. Il a remercié l'Ouganda pour son assistance aux réfugiés du Soudan du Sud et a promis que le système des Nations Unies ferait tout son possible pour soutenir les efforts du gouvernement.

Iraq : l'UNESCO déplore la mort de deux journalistes et la destruction d'une mosquée emblématique à Mossoul



La mosquée Al-Nouri et le minaret Al-Hadba à Mossoul, en Iraq. Photo UNESCO

22 juin - La Directrice générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Irina Bokova, a déploré jeudi la mort du journaliste kurde Bakhtyar Haddad et du reporter français Stéphane Villeneuve à Mossoul en Iraq et la destruction de la mosquée Al-Nouri et du minaret Al-Hadba dans cette ville.

« Je déplore la mort de Bakhtyar Haddad et de Stéphane Villeneuve », a déclaré la Directrice générale dans un communiqué de presse. « Les journalistes sont confrontés à des situations extrêmement dangereuses dans le cadre de leur travail. Or ce travail permet de mettre au jour des informations essentielles pour parvenir à la paix. Je tiens à rappeler que les journalistes bénéficient du statut de civils conformément aux Conventions de Genève ».

Bakhtyar Haddad, reporter et fixer, travaillait avec les journalistes étrangers. Il était au côté du correspondant Stéphane Villeneuve à Mossoul dans le cadre d'un reportage pour l'émission 'Envoyé spécial', diffusée sur la chaîne de télévision France 2. Ils couvraient le conflit lorsqu'une bombe placée en bord de route a explosé tuant Haddad sur le coup et blessant grièvement Villeneuve et d'autres membres de l'équipe le 19 juin. Stéphane Villeneuve a été transporté à l'hôpital où il a succombé à ses blessures quelques heures plus tard.

Dans un communiqué de presse séparé, la chef de l'ONU a déploré la destruction du minaret Al-Hadba et de la mosquée Al-Nuri à Mossoul, qui « figuraient parmi les sites emblématiques de la ville et étaient un symbole d'identité, de résilience et d'appartenance ».

« Quand Daech a pris pour cible la mosquée et le minaret il y a quelques mois, la population de Mossoul a formé une chaîne humaine pour protéger le site, apportant une nouvelle preuve que la protection du patrimoine ne peut être dissociée de la protection des vies humaines », a déclaré Mme Bokova.

« Cette nouvelle destruction approfondit encore les blessures d'une société déjà affectée par une tragédie humanitaire sans précédent, marquée par trois millions de personnes déplacées et 6,2 millions de personnes nécessitant une aide humanitaire d'urgence. Cela plaide en faveur d'une mobilisation internationale immédiate et renforcée », a-t-elle ajouté.

Depuis le début de l'offensive à Mossoul, lancée en octobre 2017, entre 750.000 et 800.000 personnes ont été déplacées et un grand nombre d'entre elles sont aujourd'hui captives ou utilisées comme boucliers humains.

« Aujourd'hui, je tiens à exprimer au peuple d'Iraq la solidarité renouvelée de l'UNESCO et sa disposition à soutenir, restaurer et réhabiliter le patrimoine culturel dès que cela sera possible. Envers et contre tout, l'esprit de résilience incarné par Al-Hadba doit prévaloir et l'UNESCO continuera à soutenir le peuple iraquien pour recouvrer son patrimoine et lutter contre toutes les formes d'extrémisme et de violence à travers la culture, l'éducation et le respect des droits humains », a déclaré Mme Bokova.

Située dans l'ouest de Mossoul, dans la vieille ville, la Grande mosquée d'Al-Nouri était considérée comme l'une des principales mosquées historiques d'Iraq. Construite par Nureddine Zangi en 1172 de notre ère, durant le califat abbasside, elle a subi plusieurs rénovations et restaurations au cours des siècles. Sa caractéristique la plus emblématique était le minaret penché Al-Hadba (le bossu), qui avait conservé sa structure et son architecture d'origine pendant des siècles.

En 2012, l'UNESCO a contribué à la sauvegarde d'Al-Hadba. Quelques jours avant l'occupation de Mossoul par Daech en juin 2014, l'UNESCO avait entrepris d'importantes démarches en vue de la sauvegarde et de la consolidation du minaret Al-Hadba. Les travaux ont été interrompus avec le conflit. Toutefois, une étude complète sur la conservation du minaret a été réalisée et pourrait servir à l'avenir.

Trafic de drogue dans le monde : un marché toujours plus florissant, selon l'ONU



Un employé de l'équipe anti-drogues de la police nationale du Libéria examine une décharge municipale à l'extérieur de Monrovia, au Libéria (archives). Photo ONU/Staton Winter

à Genève.

22 juin - Avec une production de cocaïne et d'opium en hausse, un développement des drogues de synthèse et une hausse de la mortalité liée aux opiacés, le marché mondial des drogues reste toujours florissant et se diversifie, selon le rapport annuel publié jeudi par l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC).

Le rapport de l'ONUDC, qui est basé à Vienne, passe en revue toutes les substances et note des tendances préoccupantes surtout concernant les drogues de synthèse.

« Ce qui est de plus en plus clair, c'est que le marché des drogues de synthèse n'a jamais été aussi complexe et répandu », a déclaré le Directeur exécutif adjoint et Directeur de la Division des opérations de l'ONUDC, Aldo Lale-Demoz, lors d'un point de presse ce jeudi

« En particulier, les substances traditionnelles présentes sur le marché avec des effets stimulants, comme l'amphétamine et les nouvelles substances psychotropes, ainsi que celles apparentées aux opioïdes, augmentent rapidement », a fait remarquer M. Lale-Demoz.

En outre, la production mondiale d'opium a augmenté en 2016 d'un tiers par rapport à l'année précédente en raison de l'amélioration des rendements en Afghanistan favorisés par de meilleures conditions météorologiques. À 6.380 tonnes au total, la production mondiale reste toutefois inférieure d'environ 20% au pic atteint en 2014 et proche de la valeur moyenne des cinq années précédentes.

AUDIO: Aldo Lale-Demoz, Directeur exécutif adjoint et Directeur de la Division des opérations de l'ONUDC explique les domaines qui les préoccupent le plus. *Credit: UNODC*

Sur le marché de la cocaïne, la tendance est également à la hausse qu'il s'agisse de la production, du trafic -record de saisies en 2015, et de l'usage, selon l'ONUDC. Après avoir longtemps diminué, la culture de coca a augmenté de 30% entre 2013 et 2015, principalement en Colombie, premier producteur mondial.

La consommation semble également à la hausse aux Etats-Unis, comme en Europe où « l'analyse des eaux usées de certaines villes signale une augmentation qui aurait été de 30% ou plus entre 2011 et 2016 ».

L'expansion et la diversification des drogues de synthèse, tendance lourde de ces dernières années, se poursuit, mais le marché reste dans l'ensemble de taille relativement restreinte par rapport aux marchés des drogues traditionnelles. Ces drogues traditionnelles « restent très préoccupantes, et la crise des opiacés ne donne pas vraiment de signes d'apaisement », fait d'ailleurs remarquer Yuri Fedotov, le Directeur de l'ONUDC.

De nombreuses organisations humanitaires incapables de gérer les risques liés à une zone de guerre, selon un rapport



Un avion des services aériens humanitaires (UNHAS) s'apprête à atterrir à Dinsoor, au centre de la Somalie. Photo OCHA

22 juin - Les travailleurs humanitaires veulent aider les gens dans les zones de conflit à travers le monde mais sont confrontés à des menaces extrêmes qui paralysent souvent leurs opérations, selon un rapport co-produit par l'ONU et publié jeudi.

« Le manque de respect des principes fondamentaux du droit international humanitaire et la brutalité et la volatilité des conflits armés d'aujourd'hui rendent extrêmement difficile et dangereuse la fourniture d'une assistance par les travailleurs humanitaires dans des situations d'urgence complexes », déclare le Coordonnateur des secours d'urgence, Stephen O'Brien, dont le Bureau pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) a coproduit le rapport.

Intitulé 'Présence et proximité : rester et assister, cinq ans plus tard', le rapport réalisé par OCHA, le Conseil norvégien pour les réfugiés (NRC) et l'Ecole des affaires internationales Jindal en Inde est basé sur des entretiens avec plus de 2.000 travailleurs humanitaires internationaux et nationaux, et comprend des études de cas sur l'aide humanitaire en Afghanistan, en République centrafricaine, en Syrie et au Yémen.

« Il est de notre devoir que les travailleurs humanitaires travaillent là où les besoins sont les plus grands », a déclaré Jan Egeland, Secrétaire général du NRC. « Mais notre communauté humanitaire internationale ne réussit pas assister assez de personnes dans de nombreux endroits, de la Syrie au Yémen en passant par le Soudan du Sud et le Nigéria. Les risques et les menaces extrêmes paralysent trop d'organisations et leur capacité à fournir de l'aide et sauver des vies ».

Le rapport note qu'avec l'augmentation des besoins sur le terrain, les déficits de financement ont aussi augmenté, ce qui oblige à réduire les programmes et l'assistance.

Sur la base d'entretiens avec des travailleurs humanitaires, les auteurs du rapport ont également conclu que les enlèvements de travailleurs humanitaires sont à la hausse, la criminalité est considérée comme une menace croissante et le nombre d'incidents visant les travailleurs humanitaires nationaux a augmenté.

« Les humanitaires ont exprimé un sentiment accru de vulnérabilité, bien que la plupart des incidents de sécurité majeurs affectant les humanitaires se produisent dans un très petit nombre de pays et tendent à refléter l'augmentation de l'activité humanitaire près de conflits en cours plutôt qu'un ciblage accru des humanitaires dans le monde », ont écrit les auteurs du rapport.

Le rapport est un suivi du rapport de 2011 intitulé 'Rester et assister'. Dans leurs conclusions, les auteurs écrivent que « les progrès n'ont pas été suffisants depuis 2011 et bon nombre des recommandations dans le rapport initial restent particulièrement pertinentes aujourd'hui ».

Soudan du Sud : l'ONU réclame une réelle volonté des acteurs clefs à mettre fin au conflit



Le Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix, Jean-Pierre Lacroix, devant le Conseil de sécurité. Photo ONU/Manuel Elias

22 juin - Le Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix, Jean-Pierre Lacroix, a affirmé mercredi devant le Conseil de sécurité que « seuls un processus politique ouvert et une réelle volonté politique des acteurs clefs à mettre fin au conflit, et la mise en œuvre de l'Accord de paix, pourraient apporter la paix au Soudan du Sud ».

M. Lacroix présentait le rapport du Secrétaire général sur le Soudan du Sud pour la période allant du 2 mars au 1er juin 2017, soulignant pour l'occasion que ni la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS), ni la Force de protection régionale « ne sont une panacée à la crise » que vit le pays.

Il a aussi indiqué qu'en l'absence d'une quelconque amélioration de la situation sur le terrain, il n'est pas possible de proposer une éventuelle modification du mandat de la MINUSS.

M. Lacroix a rappelé qu'en vertu de l'Accord de paix signé en 2015, des élections devraient se tenir dans le pays à la fin de la période de transition, soit à la fin de l'année 2018. Mais si la situation actuelle persiste -la poursuite du conflit armé, la paralysie politique, les déplacements massifs de population, les besoins humanitaires et de protection accrus-, il ne sera pas possible de tenir des élections au Soudan du Sud, a-t-il prévenu.

Le conflit se poursuit malgré la proclamation du cessez-le-feu

Le conflit s'est en effet poursuivi dans diverses régions du pays, en dépit du cessez-le-feu proclamé par le Président du pays, Salva Kiir, le 22 mai dernier, le jour du lancement du dialogue national.

De son côté, Nicholas Haysom, Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Soudan et le Soudan du Sud, intervenant par visioconférence depuis Genève, n'a aperçu « à l'heure actuelle, aucun signe d'un processus politique ouvert ». Il a relevé que l'exclusion de Riek Machar, un signataire clef de l'Accord de paix de 2015, et son remplacement par Taban Deng, rendaient encore plus difficile l'avènement d'un processus politique ouvert.

De l'avis de l'Envoyé spécial, un dialogue national ouvert et crédible doit être précédé d'un processus politique qui crée l'environnement sécuritaire et politique nécessaire. Or, la demande faite à l'opposition de déposer les armes avant de prendre part au dialogue est interprétée comme un appel à la capitulation sans assurance que les causes du conflit seront examinées.

Dans cet environnement hostile, la MINUSS s'évertue à protéger les civils du mieux qu'elle peut, essayant même parfois des tirs hostiles. M. Lacroix a donc plaidé pour le déploiement de la Force de protection régionale dont les premiers éléments continuent d'arriver dans le pays. Il a précisé que les premiers contingents éthiopiens seraient déployés en juillet, tandis que le déploiement du contingent kényan est tributaire du transfert de matériels déjà utilisés par les forces du même pays. Un second site d'accueil de la Force de protection régionale a été choisi par le Gouvernement et les modalités de déploiement sont en cours d'élaboration.

M. Lacroix s'est par ailleurs dit encouragé par le communiqué de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) du 13 juin dernier par lequel l'institution propose un certain nombre d'étapes pour ressusciter le processus de paix au Soudan du Sud.

M. Haysom a été plus circonspect en faisant observer qu'il n'y avait pas de feuille de route claire pour la mise en œuvre des propositions de l'IGAD. Il a invité la communauté internationale à « envoyer un message clair pour exprimer son soutien à un processus ouvert qui inclut tous les groupes armés et partis politiques ayant une quelconque influence dans les combats actuels » au Soudan du Sud.

La communauté internationale, a-t-il encore demandé, doit rappeler que des élections nationales crédibles ne peuvent avoir lieu qu'au terme d'une période de transition marquée par l'ouverture politique et la stabilité, et non dans des circonstances d'insécurité et de déplacements généralisés de population.

Le HCR se félicite de l'admission de Syriens par le Maroc



Photo HCR/A. D'Amato

22 juin - Le HCR, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, s'est félicité jeudi de la décision du Maroc pour l'admission, sur son territoire, d'un groupe de Syriens qui étaient bloqués dans des conditions précaires à la frontière du pays avec l'Algérie, depuis le 17 avril.

« La police marocaine est allée chercher les 28 réfugiés restants sur un nombre total de 41 à l'origine, y compris des femmes et des enfants. Ces réfugiés ont ensuite été transportés par bus vers Bouarfa. Puis ils ont été transférés à Rabat, la capitale », a expliqué le HCR dans un communiqué de presse.

Le HCR a indiqué qu'il travaillait avec les autorités marocaines et d'autres pays afin de trouver une solution durable pour ces personnes vulnérables.

La décision d'admettre ces réfugiés a été annoncée par un communiqué de presse publié par le Cabinet royal mardi. On peut lire dans ce communiqué que, pour des raisons humanitaires et dans le contexte du mois sacré musulman du Ramadan, le Roi Mohammed VI avait donné des instructions aux autorités afin de permettre à ces réfugiés l'entrée au Maroc.

Le HCR s'est félicité « de ce geste de nature humanitaire, accompli dans le respect des traditions d'hospitalité dont font preuve les pays dans cette région ».

« Depuis le 17 avril, le HCR travaille étroitement avec les autorités concernées afin de trouver une solution durable pour ce groupe de réfugiés syriens qui étaient bloqués à la frontière entre les deux pays », a ajouté l'agence onusienne.

A Cannes, la chef d'ONU-Femmes appelle à éliminer les stéréotypes sexistes dans la publicité



La Directrice exécutive d'ONU-Femmes, Phumzile Mlambo-Ngcuka (archives). Photo ONU/Mark Garten

22 juin - La Directrice exécutive d'ONU-Femmes, Phumzile Mlambo-Ngcuka, a exhorté cette semaine les participants du Festival international de la créativité (Cannes Lions Festival of Creativity) à renforcer leur engagement en faveur de l'égalité entre les sexes et de l'élimination des stéréotypes sexistes dans la publicité.

L'industrie mondiale de la publicité façonne « de manière sophistiquée » les choix du public en matière de produits et de services, a déclaré Mme Mlambo-Ngcuka.

« Un sous-produit de ce processus est la mise en forme ou le renforcement des stéréotypes négatifs concernant à la fois les femmes et les hommes. Ces images persistantes alimentent les normes culturelles et constituent un grave obstacle à l'égalité des sexes. Nous devons les reconnaître et les changer », a-t-elle ajouté.

La chef d'ONU-Femmes a demandé aux dirigeants de l'industrie de la publicité de « réfléchir de façon critique sur le rôle qu'ils jouent dans ce domaine » et « d'établir collectivement des mesures et de procéder à des changements », soulignant le rôle central des entreprises et de leurs dirigeants dans le façonnement des sociétés modernes.

Selon elle, avec le soutien initial de chefs d'entreprises telles que Unilever, P&G, WPP, Johnson&Johnson et AT&T, et l'implication de dizaines d'autres dirigeants d'entreprises, ONU-Femmes est en train de susciter une mobilisation pour accélérer le changement et créer un véritable mouvement pour modifier les perceptions dans le monde de la publicité et stimuler les changements culturels.

« Nous devons recueillir des données solides sur les attitudes à l'égard de l'égalité des sexes au sein de l'industrie », a déclaré

Mme Mlambo-Ngcuka. « Ces données vont alimenter la volonté politique et la force financière en faveur du changement. ONU-Femmes est ravie de s'associer avec les principaux acteurs du monde de la publicité, à la fois pour l'Etude de suivi sur les attitudes concernant l'égalité entre les sexes et l'Alliance Unstereotype ».

L'agence onusienne rappelle que sa mission est de lutter contre les stéréotypes et mobiliser divers groupes sur la question de l'égalité entre les sexes, notamment les hommes et les garçons à travers sa campagne HeforShe, ainsi que des leaders de la jeunesse.

Syrie : l'aide du PAM arrive par voie terrestre dans une ville assiégée pour la première fois depuis décembre 2015



Des Syriens à Qamishli, dans le nord de la Syrie (archives). Photo HCR/F. Al-Khateeb

22 juin - Un convoi de trois camions du Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM) utilisant un nouveau couloir humanitaire terrestre est arrivé à Qamishli, dans le gouvernorat de Hasakeh, au nord-est de la Syrie, s'est félicité vendredi le PAM dans un communiqué de presse.

C'est la première fois en près de deux ans que le PAM est dans la mesure de livrer par voie terrestre des denrées alimentaires dans cette zone qui est devenue inaccessible en décembre 2015. Pendant un an, le PAM a dû livrer son aide par voie aérienne, ce qui s'est avéré plus coûteux.

Le convoi de camions a livré un mois de nourriture pour 15.000 personnes. « Cette percée humanitaire nous permettra d'accroître le soutien régulier aux 250.000 personnes qui en ont besoin, à Hasakeh, alors que nous ne pouvions assister que 190.000 personnes par voie aérienne », a déclaré Jakob Kern, Directeur du PAM en Syrie. « Les livraisons routières sont également beaucoup plus rentables ».

L'accès terrestre à Hasakeh a été rendu possible grâce à une amélioration de la sécurité. Pendant un an, le PAM a effectué deux transports aériens par jour, six jours par semaine, pour fournir de l'aide alimentaire et des secours aux personnes qui étaient coupées de tout soutien.

« Une fois qu'un accès régulier par voie terrestre à Hasakeh sera établi, le PAM va progressivement éliminer son opération actuelle de transport aérien », a ajouté M. Kern.

Le remplacement de l'opération de transport aérien par une opération par voie terrestre devrait permettre d'économiser environ 19 millions de dollars par an, ce qui est suffisant pour fournir une aide alimentaire à 100.000 personnes supplémentaires pendant un an.

Alors que les transports aériens limitaient le type d'aliments livrés, la reprise des livraisons routières permettra au PAM de reprendre son programme de repas scolaires. Le PAM va également réintroduire la farine de blé dans les rations alimentaires mensuelles.

Chaque mois, le PAM fournit une aide alimentaire à quatre millions de personnes vulnérables dans les 14 gouvernorats en Syrie.

En plus de son opération d'urgence, le PAM augmente également son soutien à long terme en mettant l'accent sur les moyens de subsistance, la nutrition et l'amélioration de l'accès à l'enseignement primaire pour les enfants en Syrie grâce aux repas scolaires.